

Market News

Etudes Economiques & Stratégie

vendredi 6 mars 2026

Le baril s'envole, les investisseurs s'inquiètent...

Matières Premières				Cloture américaine				Indices Futures			
	Price	Change	% Chg		Price	Change	% Chg		Price	Change	% Chg
Crude Oil	80.7	-0.51	-0.63%	S&P 500	6,830.71	-38.79	-0.56%	S&P 500	6,846.25	11	0.16%
Gold	5,130.80	52.10	1.03%	Dow Jones	47,954.74	-784.67	-1.61%	NASDAQ F	25,111.75	62.25	0.25%
Silver	84.31	2.13	2.59%	Nasdaq	22,748.99	-58.5	-0.26%	DJIA F	48,070	87	0.18%
	Changes			VIX	23.75	2.60	12.29%				
DXY Index	99.07	-0.250	-0.25%	Secteurs à Wall Street				Asie			
Euro	1.1606	0.000	-0.03%				% Chg	Nikkei	55,566.86	308.8	0.56%
Yen	157.89	0.330	0.21%	Energy			0.59%	Hang Seng	25,756.92	435.58	1.72%
Pound	1.3357	0.000	-0.01%	Information Technology			0.39%	Shanghai	4,122.09	13.53	0.33%
				Consumer Discretionary			0.26%	Singapore	4,855.51	8.95	0.18%
				Financials			-0.49%	Asia Dow	5,533.66	0.01	0.00%
				Communication Services			-0.65%				
				Utilities			-0.76%	Stoxx 600	604.83	-7.88	-1.29%
				Real Estate			-1.01%	CAC 40	8,045.80	-121.93	-1.49%
				Health Care			-1.90%	DAX	23,815.75	-389.61	-1.61%
				Industrials			-2.21%	FTSE MIB	44,608.55	-728.33	-1.61%
				Materials			-2.27%	IBEX 35	17,245.20	-241.8	-1.38%
				Consumer Staples			-2.43%	FTSE 100	10,413.94	-153.71	-1.45%

Achevé de rédiger à 7h40

La guerre au Moyen-Orient entre dans une phase d'intensification

- Le conflit au Moyen-Orient connaît une escalade rapide avec une extension géographique des affrontements et une intensification des opérations militaires. Des frappes iraniennes au Kurdistan irakien et des explosions signalées jusqu'à Téhéran témoignent d'un climat de confrontation croissante. Israël a parallèlement annoncé l'entrée dans une « nouvelle phase » de son affrontement avec l'Iran, visant désormais plus directement ses capacités stratégiques. L'extension du conflit au Liban, à travers les frappes contre le Hezbollah, accentue le risque d'un embrasement régional plus large.
- Les tensions diplomatiques entre Washington et Téhéran se renforcent également. Des accusations évoquant une frappe meurtrière contre une école en Iran alimentent la pression internationale et pourraient radicaliser davantage la position iranienne. Dans le même temps, l'administration américaine poursuit une stratégie de pression maximale, cherchant notamment à limiter les ressources financières de l'Iran et de la Russie en incitant la Chine à réduire ses importations de pétrole en provenance de ces pays.
- La Chine, de son côté, tente de sécuriser ses approvisionnements énergétiques en négociant avec Téhéran la protection du trafic pétrolier dans le détroit d'Ormuz, corridor essentiel pour le commerce mondial d'hydrocarbures. Cette rivalité autour de l'énergie illustre la dimension géopolitique croissante des marchés pétroliers et la fragmentation des blocs économiques.
- Les répercussions économiques sont déjà visibles. La classification du détroit d'Ormuz comme « zone de guerre » accroît fortement les coûts du transport maritime et fait peser un risque sur les chaînes d'approvisionnement mondiales. Parallèlement, le secteur du tourisme est affecté par la multiplication des zones de conflit, entraînant une chute des réservations dans plusieurs destinations du Moyen-Orient et fragilisant les économies dépendantes de ces revenus.
- Face à cette instabilité, plusieurs puissances occidentales renforcent leur présence militaire dans la région. Le Royaume-Uni a déployé de nouveaux moyens aériens pour sécuriser les routes maritimes, tandis que la France annonce un soutien matériel à l'armée libanaise. A l'inverse, l'Espagne privilégie une approche diplomatique et multilatérale, illustrant les divergences de stratégie au sein des pays occidentaux face à la crise.

La guerre au Moyen-Orient entre désormais dans une phase de plus en plus incertaine et violente, marquée par une multiplication des fronts et des impacts économiques mondiaux. Les derniers développements font état de frappes iraniennes au **Kurdistan irakien**, ciblant des quartiers généraux de groupes opposés à la révolution, tandis que des explosions ont été entendues jusqu'à Téhéran, activant les systèmes de défense antiaérienne de la capitale. Cette extension géographique du conflit s'accompagne d'une onde de choc financière : la directrice du FMI, Kristalina Georgieva, a averti que l'économie mondiale est à nouveau mise à rude épreuve par cette instabilité. En Corée du Sud, un fonds de stabilisation de près de 59 Mds € a dû être activé pour contrer le plongeon de la Bourse de Séoul. Parallèlement, la Chine a demandé à ses raffineurs de suspendre leurs exportations de carburants par crainte de pénuries mondiales, illustrant la fragilité des chaînes d'approvisionnement en période de crise énergétique. **Chaque jour de combat supplémentaire semble éloigner l'espoir d'une trêve, alors que les puissances régionales et internationales s'enfoncent dans une logique de confrontation armée aux conséquences systémiques.**

Israël a officiellement annoncé le passage à une « nouvelle phase » dans son conflit ouvert contre l'Iran, signalant une intensification sans précédent des opérations militaires. Après avoir achevé une première phase d'attaques surprises, **l'état-major israélien se prépare à des frappes de plus grande envergure visant directement les capacités stratégiques et nucléaires de la République islamique.** Cette déclaration intervient alors que le conflit s'étend déjà largement au Liban, avec des raids réguliers contre les positions du Hezbollah, bras armé de Téhéran dans la région. Pour Tel-Aviv, l'objectif est désormais d'affaiblir structurellement son adversaire principal pour mettre fin à ce qu'il perçoit comme une menace existentielle permanente. Cette accélération militaire bénéficie d'un soutien logistique et politique marqué de la part des Etats-Unis, bien que **Washington tente officiellement de contenir l'embrasement pour éviter une guerre régionale incontrôlable.** Cette nouvelle doctrine de guerre totale modifie radicalement les équilibres précaires du Levant et place les pays voisins, comme le Liban et la Syrie, dans une situation de vulnérabilité extrême, tandis que les chancelleries européennes craignent un afflux massif de réfugiés et une déstabilisation durable de la Méditerranée orientale.

L'escalade des tensions entre Washington et Téhéran atteint un nouveau seuil de gravité avec des accusations portées par des sources diplomatiques concernant une frappe dévastatrice sur une école en Iran. Selon l'ambassadeur iranien auprès des Nations unies à Genève, cette attaque aurait causé la mort de 150 écolières, un bilan tragique qui, bien que non confirmé de manière indépendante par les observateurs internationaux, place les Etats-Unis sous une pression éthique et diplomatique intense. **Les sources indiquent que la responsabilité américaine est « probablement » engagée, ce qui soulève des questions cruciales sur le ciblage des opérations militaires dans cette région en plein embrasement.** Alors que le Pentagone maintenait récemment qu'aucune preuve n'indiquait d'attaques directes de l'Iran contre ses troupes, cette tragédie scolaire pourrait servir de point de bascule, radicalisant davantage la position de Téhéran et compliquant toute tentative de désescalade. **La communauté internationale observe ce qui semble être un glissement vers une guerre totale où les infrastructures civiles ne sont plus épargnées, transformant le conflit en une crise humanitaire de grande ampleur.** Les implications de ces frappes sur le moral de la population iranienne et sur la solidarité régionale pourraient redéfinir les alliances au Proche-Orient pour les décennies à venir.

Diplomatie :

L'administration américaine dirigée par Donald Trump semble franchir un nouveau cap dans sa stratégie de « pression maximale » envers Téhéran, en affichant l'ambition de peser directement sur le choix du futur dirigeant iranien. Cette posture agressive, perçue comme une tentative d'ingérence directe dans le processus de succession au sein de la République islamique, provoque une onde de choc à Beyrouth et dans l'ensemble du Proche-Orient. Les autorités libanaises redoutent que cette escalade rhétorique et politique ne serve de prélude à une déstabilisation régionale accrue, transformant le Liban en un terrain d'affrontement indirect par le biais du Hezbollah. Pour les marchés, cette incertitude géopolitique renforce la prime de risque sur l'énergie, tandis que les chancelleries internationales s'inquiètent d'une rupture définitive des canaux diplomatiques. **L'approche de Trump, rompant avec les usages traditionnels, place les alliés régionaux devant un dilemme stratégique majeur entre alignement et protection de leurs propres intérêts nationaux.**

Dans une tentative de durcissement du régime de sanctions internationales, les Etats-Unis ont engagé des démarches diplomatiques de haut niveau pour convaincre la Chine de réduire drastiquement ses importations de pétrole en provenance de Russie et d'Iran. Cette initiative s'inscrit dans une volonté de Washington de tarir les flux financiers alimentant les capacités militaires de Moscou et l'influence régionale de Téhéran. Pour Pékin, qui est devenu le principal débouché pour ces hydrocarbures souvent vendus avec une décote substantielle, la requête américaine pose un dilemme complexe : préserver sa sécurité énergétique et ses coûts de production industriels ou risquer une dégradation supplémentaire de ses relations commerciales avec l'Occident. L'efficacité d'une telle pression reste incertaine, car la Chine considère ces approvisionnements comme une composante essentielle de son autonomie stratégique face aux menaces de sanctions secondaires. Cette dynamique souligne la fracture croissante entre les blocs économiques, où l'énergie n'est plus seulement une commodité, mais un levier de coercition géopolitique majeur. Un refus de Pékin pourrait entraîner une nouvelle phase de tensions douanières ou financières, tandis qu'une concession, même partielle, provoquerait une volatilité immédiate sur les marchés pétroliers mondiaux, privés d'une partie de leur fluidité actuelle.

La Chine intensifie ses efforts diplomatiques pour sécuriser ses approvisionnements énergétiques, engageant des pourparlers directs avec l'Iran pour garantir le passage sécurisé du pétrole et du gaz via le détroit d'Ormuz. Alors que la région est en proie à une guerre ouverte, Pékin s'inquiète des menaces de blocage de ce corridor vital où transite une part majeure de sa consommation nationale. La Chine demande à Téhéran d'user de son influence régionale pour éviter toute perturbation du trafic maritime, craignant qu'une rupture d'approvisionnement ne vienne paralyser son économie. En échange, **Pékin pourrait proposer des garanties économiques ou un soutien politique accru au sein des instances internationales.** Ces discussions soulignent le rôle de pivot que joue la Chine dans la crise actuelle, tentant de naviguer entre ses intérêts commerciaux avec les pays du Golfe et son partenariat stratégique avec l'Iran. La réussite de ces pourparlers est cruciale non seulement pour la stabilité énergétique chinoise, mais aussi pour les prix mondiaux du brut, car tout signal de sécurisation du détroit d'Ormuz agirait comme un puissant facteur de détente sur des marchés pétroliers actuellement sous tension extrême.

Impact économique :

Le transport maritime international franchit un nouveau seuil de risque avec la classification du détroit d'Ormuz comme « zone de guerre ». Cette décision majeure permet désormais aux milliers de marins transitant par cette voie stratégique de demander un rapatriement immédiat s'ils ne souhaitent pas s'exposer aux dangers croissants de saisies de navires ou d'attaques de drones. Cette mesure fait suite à l'escalade des tensions entre l'Occident et les forces régionales, notamment les Gardiens de la révolution iraniens, qui ont multiplié les opérations d'interception dans ce corridor où transite une part significative du pétrole mondial. Pour les armateurs, cette classification entraîne une hausse exponentielle des primes d'assurance et des coûts opérationnels, tout en compliquant la gestion du personnel navigant. **La sécurité de la navigation dans le Golfe devient une préoccupation centrale pour le commerce mondial, car tout blocage ou ralentissement du trafic à Ormuz aurait des conséquences immédiates et dévastatrices sur les prix de l'énergie et la stabilité des chaînes d'approvisionnement globales.**

Le tourisme mondial subit un « coup de froid » en raison de la multiplication des zones de conflit, particulièrement au Moyen-Orient. Des destinations autrefois prisées comme l'Egypte, la Jordanie ou le Liban voient leurs réservations s'effondrer, les voyageurs craignant une extension des hostilités. Même au-delà de la zone de guerre immédiate, un sentiment d'insécurité freine les flux touristiques internationaux. Les compagnies aériennes ajustent leurs plans de vol et les agences de voyages font face à une vague d'annulations. Ce secteur, qui se remettait à peine des conséquences de la pandémie, est de nouveau fragilisé. Pour de nombreux pays en développement, cette baisse de la fréquentation touristique est une catastrophe économique, privant l'Etat de devises étrangères cruciales et menaçant des milliers d'emplois. L'incertitude géopolitique devient ainsi un frein majeur à la croissance du secteur des services à l'échelle mondiale, redessinant la carte des destinations jugées « sûres » par la clientèle internationale.

Autres éléments :

Le ministre britannique de la Défense s'est rendu à Chypre suite à une série d'attaques de drones ayant visé des installations militaires et des zones sensibles dans la région. Ce déplacement souligne l'importance stratégique de l'île pour les opérations du Royaume-Uni en Méditerranée orientale et au Moyen-Orient. Les bases britanniques de souveraineté à Chypre servent de plateformes logistiques essentielles pour la surveillance et les interventions dans les conflits voisins. Les récentes attaques, bien que n'ayant pas causé de dommages irréparables, signalent une vulnérabilité accrue face aux nouvelles technologies de guerre asymétrique. Londres cherche à renforcer la protection de ses actifs et à réaffirmer sa présence militaire dans une zone de plus en plus contestée. Les discussions avec les autorités chypriotes portent également sur la coordination en matière de sécurité et la lutte contre les menaces hybrides. Cette visite intervient dans un climat de tension régionale exacerbée, où chaque incident peut servir d'étincelle à une escalade plus large impliquant des puissances régionales et internationales.

Le Royaume-Uni intensifie sa présence militaire au Moyen-Orient avec l'annonce du déploiement de nouveaux avions de chasse dans la région du Golfe. Cette initiative vise officiellement à sécuriser les voies commerciales maritimes, notamment le détroit d'Ormuz, et à dissuader toute velléité d'agression de la part d'acteurs régionaux ou de groupes affiliés. Ce renforcement capacitaire intervient après une série d'incidents impliquant des drones et des menaces contre le transport de marchandises. En projetant sa puissance aérienne, Londres réaffirme son rôle de partenaire stratégique de premier plan aux côtés des Etats-Unis et des monarchies du Golfe. Ce

déploiement a des implications budgétaires significatives et souligne la fin d'une ère de désengagement pour les forces britanniques, désormais rappelées à une réalité de défense active face à l'instabilité croissante des corridors énergétiques mondiaux.

Dans le dossier sensible des relations avec l'Iran, Madrid a choisi de marquer sa différence en excluant toute collaboration directe avec Washington pour des opérations militaires ou de surveillance dans le Golfe. Le gouvernement espagnol privilégie une approche diplomatique et multilatérale, préférant agir sous l'égide de l'Union européenne ou de l'ONU plutôt que de s'aligner systématiquement sur les initiatives unilatérales américaines. Cette position reflète une volonté de préserver des canaux de dialogue avec Téhéran et d'éviter d'être entraîné dans une escalade militaire aux conséquences imprévisibles pour la Méditerranée. Madrid craint qu'une présence militaire trop marquée n'exacerbe les tensions au lieu de les apaiser. Cette décision souligne les divergences de vues au sein de l'OTAN sur la gestion des crises régionales et la volonté de certains pays européens d'affirmer une autonomie diplomatique, même vis-à-vis de leur principal allié. **L'Espagne mise sur la désescalade par le droit international et la négociation, tout en restant vigilante sur la sécurité de ses intérêts commerciaux.**

Dans une démarche de soutien à la souveraineté libanaise, Emmanuel Macron a annoncé que la France fournirait des véhicules blindés ainsi qu'un soutien opérationnel aux forces armées libanaises. Cette décision s'inscrit dans la volonté de Paris de renforcer les institutions étatiques du Liban face à la montée des tensions aux frontières et à la fragilité sécuritaire interne. La fourniture de matériel lourd vise à accroître la mobilité et la capacité d'intervention de l'armée régulière, souvent perçue comme le seul rempart contre l'effondrement total du pays. Toutefois, ce soutien militaire s'accompagne d'exigences politiques de réformes, la France cherchant à éviter que ses équipements ne tombent dans des mains tierces ou ne servent à des fins autres que la défense nationale. Cette implication directe confirme que le Liban demeure une priorité de la diplomatie française en Méditerranée, malgré un contexte budgétaire national contraint.

Donald Trump a surpris les observateurs en se déclarant prêt à accepter une aide technologique ukrainienne concernant les drones. Cette proposition, émanant de Kiev, met en lumière l'expertise acquise par l'Ukraine sur le champ de bataille en matière de guerre asymétrique et de technologies de drones à bas coût. Pour Trump, cette ouverture pourrait représenter une opportunité d'améliorer les capacités de surveillance et de défense américaines tout en redéfinissant les termes de la relation avec l'Ukraine. **Cela suggère une approche pragmatique, voire transactionnelle, où l'aide américaine pourrait être indexée sur des transferts de savoir-faire technologique inversés.** Cette dynamique est scrutée de près par les industries de défense traditionnelles, car elle pourrait favoriser l'intégration de solutions d'IA et de systèmes autonomes éprouvés en conditions de combat réel au sein de l'arsenal américain.

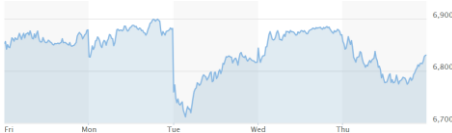
Etats-Unis

Indice S&P 500



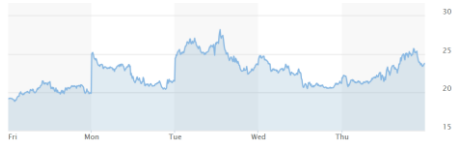
(Source : Marketwatch)

S&P 500 - Sur 5 séances



(Source : Marketwatch)

VIX - Sur 5 séances



(Source : Marketwatch)

Les indices boursiers américains connaissent un net repli sur la séance d'hier, dans un contexte dominé par les tensions géopolitiques au Moyen-Orient et la flambée des prix de l'énergie, même si les indices ont réussi à préserver certains niveaux techniques clés après une séance très volatile. Les investisseurs ont été particulièrement préoccupés par l'intensification du conflit impliquant l'Iran et ses répercussions sur l'approvisionnement mondial en pétrole, alors que le détroit d'Ormuz reste largement perturbé, entraînant un bond des prix du WTI au-dessus de 80 \$ le baril, un plus haut depuis près de deux ans. Cette hausse brutale de l'énergie a ravivé les craintes d'un retour de pressions inflationnistes susceptibles de retarder les baisses de taux de la banque centrale. Dans ce contexte, le S&P 500 a ouvert en légère baisse, à 6 869,5 (- 0,4%), mais il est tombé à 6 770 à la mi-séance (- 1,4%), pour se stabiliser sur ce niveau, mais sur la dernière heure, il efface une partie de ses pertes, et remonte au-dessus des 6 800, pour clôturer à 6 831 (- 40 points), limitant son recul à - 0,6%. Le Nasdaq perd 0,3% à 22 749 (- 58 points) et le Dow Jones recule de 1,6% à 47 955 (- 785 points). Le VIX bondit de 12,3% à 23,8, signe d'une nette montée de l'aversion au risque.

Les tensions géopolitiques ont provoqué une forte rotation sectorielle : les valeurs cycliques et industrielles ont été parmi les plus pénalisées, **Caterpillar** (- 3,5%) et **GE Aerospace** (- 3,7%) subissant des dégagements marqués sur fond de craintes concernant les chaînes d'approvisionnement et la demande mondiale. Les valeurs financières ont également pesé sur la côte avec **Goldman Sachs** (- 3,7%) et **Morgan Stanley** (- 3,0%), dans un environnement de taux obligataires plus élevés (les taux à dix ans ayant atteint environ 4,15%, un sommet de trois semaines). Le secteur du transport aérien a été particulièrement affecté par l'envolée du pétrole, synonyme de coûts de carburant plus élevés : **Alaska Air** (- 9,4%), **Southwest Airlines** (- 6,9%), **American Airlines** (- 5,4%), **United Airlines** (- 5,0%) et **Delta Air Lines** (- 4,0%) ont toutes nettement reculé.

Les valeurs liées à la consommation ont également souffert des craintes d'une inflation énergétique pesant sur le pouvoir d'achat des ménages, avec **Walmart** (- 3,5%), **Dollar General** (- 3,3%), **Abercrombie & Fitch** (- 7,5%) ou encore **Gap** (- 2,0%). Le compartiment des semi-conducteurs et de l'infrastructure liée à l'intelligence artificielle a aussi connu des prises de bénéfices, **Lam Research** (- 3,7%), **Applied Materials** (- 3,1%), **Marvell Technology** (- 3,1%), **NXP Semiconductors** (- 2,7%) et **Texas Instruments** (- 2,2%) terminant en territoire négatif, contribuant à limiter la progression du Nasdaq. Malgré ce contexte globalement négatif, certains segments ont fait preuve d'une solide résistance, notamment **les logiciels et certaines valeurs technologiques qui ont bénéficié d'un repositionnement des investisseurs vers des secteurs jugés plus défensifs face aux tensions macroéconomiques**. **Atlassian** (+7,0%), **ServiceNow** (+ 5,7%), **Intuit** (+ 6,1%), **Adobe** (+ 3,2%) ou encore **Salesforce** (+ 4,3%) ont soutenu le marché et permis de limiter les pertes du S&P 500. **Les valeurs liées aux plateformes de voyage en ligne ont également fortement progressé après un rapport évoquant un possible recul de l'ambition de certaines plateformes d'intelligence artificielle dans l'e-commerce**. Un article de *The Information* indique que OpenAI pourrait ralentir ses projets d'intégration d'achats directs dans ChatGPT. Initialement, les marchés craignaient que les agents d'IA permettent de rechercher et réserver directement des voyages, court-circuitant les plateformes de réservation. **Le rapport suggère au contraire que les transactions pourraient continuer à passer par des applications partenaires, ce qui réduit le risque de désintermédiation**. Cette révision du scénario a soutenu les actions du secteur : **Expedia** (+ 13,7%) et **Booking Holdings** (+ 8,5%) signant parmi les plus fortes hausses du jour. La star de la

séance reste toutefois **The Trade Desk** (+ 18,4%), qui a flambé après des informations de presse indiquant des discussions avec OpenAI concernant la commercialisation d'espaces publicitaires sur ChatGPT, ce qui a alimenté l'optimisme autour de la monétisation de l'intelligence artificielle. **Broadcom** (+ ,8%) a également tiré son épingle du jeu grâce à des perspectives solides dans les puces dédiées à l'IA, après que son directeur général a évoqué un potentiel de ventes dépassant 100 Mds \$ dans ce segment au cours des prochaines années. A l'inverse, plusieurs sociétés ont subi des corrections sévères après leurs annonces financières ou stratégiques : **American Eagle Outfitters** (- 13,9%) a chuté après avoir averti que la majorité de ses profits serait concentrée dans la seconde moitié de l'année, tandis que **StubHub** (- 12,4%) a dévissé après la publication d'une perte trimestrielle bien plus importante que prévu et des prévisions de ventes jugées décevantes.

Sur le front macroéconomique, la séance a été marquée par des indicateurs globalement solides mais relégués au second plan par les préoccupations géopolitiques. Les inscriptions hebdomadaires au chômage aux Etats-Unis se sont établies à 213 000, légèrement en-dessous des attentes, ce qui témoigne d'un marché du travail toujours robuste. Par ailleurs, la productivité non-agricole a progressé de 2,8% au quatrième trimestre, dépassant les anticipations du consensus qui tablait sur une hausse d'environ 1,9%, tandis que les coûts unitaires du travail ont également augmenté de 2,8%, signalant des pressions salariales persistantes. Plusieurs responsables monétaires ont d'ailleurs adopté un ton prudent, soulignant que les récentes données d'inflation restaient trop élevées pour conclure que le cycle de resserrement monétaire était définitivement terminé.

La séance a illustré la fragilité actuelle du marché, très sensible aux chocs géopolitiques et aux variations des prix de l'énergie, alors que la hausse rapide du pétrole pourrait raviver les pressions inflationnistes et compliquer la tâche de la banque centrale dans les mois à venir.

Détail de la séance sur les valeurs : cf. Les US en Actions.

Nikkei 225 - Sur 5 séances



(Source : Marketwatch)

Asie

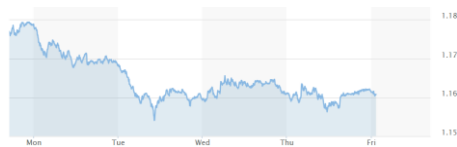
Le **Nikkei 225** est en hausse de 0,4%. L'offensive américano-israélienne contre l'Iran est maintenant entrée dans son septième jour, tandis que Téhéran a lancé une nouvelle vague de frappes de missiles et de drones à travers le Golfe. La flambée des prix du pétrole, qui a suscité des inquiétudes sur l'inflation, a également pesé sur les actions à l'échelle mondiale, le gouverneur de la Banque du Japon, Kazuo Ueda, a mis en garde contre le fait que la guerre pourrait avoir un impact significatif sur l'économie japonaise. Les actions technologiques ont subi une nouvelle pression, avec des baisses notables pour Kioxia Holdings (- 2,7%), Fujikura (- 5,0%) et Lasertec (- 0,7%). Les actions de la défense ont également chuté, notamment Kawasaki Heavy Industries (- 2,3%).

Le **Hang Seng** est en hausse de 1,8% tandis que **Shanghai** gagne 0,3%. Le moral des investisseurs reste stimulé par le virage de Pékin vers un rééquilibrage économique, avec une croissance en 2026 visant 4,5% à 5,0%, en dessous du rythme « environ 5 % » des dernières années. La plupart des secteurs progressent, menés par les valeurs technologiques et de consommation. Les pharmaceutiques surperforment. Toutefois, la prudence a augmenté avant les données chinoises de l'IPC et du PPI prévues la semaine prochaine, ainsi que les chiffres de commerce extérieur cumulé sur janvier/février.

Le **KOSPI** recule encore de 0,4% pour atteindre environ 5 570, après un rebond marqué lors de la session précédente, alors que la hausse des prix du pétrole et un sentiment mondial de risque plus faible pesaient sur le marché. Sur le plan national, les autorités ont également lancé une alerte sur l'approvisionnement énergétique alors que le gouvernement surveillait de plus près les marchés des carburants face à la récente flambée des prix mondiaux du pétrole. De plus, les pertes à Wall Street ont renforcé l'atmosphère de prudence sur les marchés asiatiques. Les actions majeures reculent, notamment Samsung Electronics (- 1,9%) et SK Hynix (- 1,8%), aux côtés de SK Square (- 3,4%) et HD Hyundai Heavy Industries (- 0,7%).

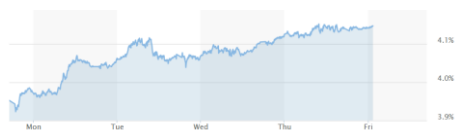
Le S&P/ASX 200 a chuté de 1,0%. La correction a reflété une tendance mondiale plus large de remise au risque, s'est intensifiée jusqu'à un septième jour, ce qui a alimenté les inquiétudes. Le sentiment a été encore mis sous pression par une incertitude renouvelée autour de la politique commerciale mondiale, après que de nouveaux recours juridiques ont émergé contre le programme des droits de douane introduit par le président Trump. Les secteurs lourds ont mené les pertes, notamment les banques, les mines et les actions aurifères. Les quatre plus grands prêteurs ont opéré dans le rouge, menés par la NAB, en baisse de plus de 1%. Les géants miniers BHP et Rio Tinto ont chacun perdu de plus de 4%. La Chine a élargi les restrictions sur les achats de minerai de fer de BHP dans le contexte d'un long différend contractuel, pesant sur les stocks de ventes et de construction dans les ports. Les chercheurs d'or Northern Star ont chuté d'environ 5%, tandis que Newmont et Evolution Mining ont reculé respectivement de 2% et 4%. Les entreprises énergétiques et les actions technologiques ont surperformé.

Change €/€



(Source : Marketwatch)

Taux 10 ans (US)



(Source : Marketwatch)

Taux 10 ans (Allemagne)



(Source : Marketwatch)

Changes et Taux

Sur le marché des changes, le dollar a connu une hausse, soutenu par un regain d'aversion au risque lié à l'intensification du conflit au Moyen-Orient et d'un fort mouvement vers la « devise refuges ». Dans ce contexte, les investisseurs ont privilégié la sécurité offerte par la devise américaine. Le Dollar Index s'installe sur les 99,0, connaissant une pointe à 99,4 sur les dernières 24h, avance de retomber sur ce support. Il est, à un niveau, proche de ses plus hauts depuis la mi-janvier, et le billet vert devrait enregistrer sa meilleure performance hebdomadaire depuis plus d'un an (environ + 1,4% sur la semaine). Cette hausse a été alimentée par la flambée des prix de l'énergie provoquée par les tensions géopolitiques, ravivant les craintes d'un retour de l'inflation mondiale et conduisant les opérateurs à revoir leurs anticipations de politique monétaire. Les marchés monétaires estiment désormais que la banque centrale pourrait repousser sa prochaine baisse de taux à septembre ou octobre, alors qu'une détente dès l'été était encore envisagée auparavant. Les données économiques américaines publiées, hier, ont été largement reléguées au second plan, même si elles ont confirmé la solidité de l'économie. En Europe, la fermeté du dollar s'est traduite par un recul généralisé des principales devises. L'euro a cédé 0,4% face au billet vert pour évoluer autour de 1,16 \$, proche de ses plus bas niveaux depuis la mi-janvier. La monnaie unique a souffert à la fois de l'attrait du dollar comme valeur refuge et des inquiétudes concernant l'impact de la hausse des prix de l'énergie sur l'économie européenne. Les investisseurs ont également réévalué les perspectives de politique monétaire de la BCE : l'accélération attendue de l'inflation liée à l'énergie a renforcé l'hypothèse d'une orientation plus restrictive de la BCE, les marchés monétaires attribuant désormais une probabilité croissante à une hausse de taux d'ici la fin de l'année. La livre sterling a suivi la même tendance, reculant d'environ 0,3% autour de 1,337 \$, les opérateurs réduisant aussi leurs anticipations de baisse de taux de la Banque

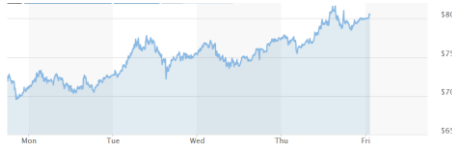
d'Angleterre face aux risques inflationnistes. Le dollar a aussi progressé face au yen, atteignant près de 157,7 yens, tandis qu'il s'est également renforcé face au yuan chinois. Sur les marchés alternatifs, les cryptomonnaies ont corrigé après leur forte hausse précédente, le bitcoin reculant autour de 70 380 \$ et l'ether autour de 2 062 \$.

Sur les marchés obligataires, les taux longs sont fortement remontés, alimentée par la flambée des prix de l'énergie et par l'intensification du conflit au Moyen-Orient, qui ravive les craintes d'un retour durable de l'inflation mondiale. Aux Etats-Unis, le WTI connaît un plus haut de près de vingt mois. Il a fortement pesé sur les obligations souveraines en renforçant les anticipations inflationnistes. Dans ce contexte, les contrats sur *T-Notes* ont reculé et les taux à dix ans se sont hissés à 4,13%, après avoir atteint 4,148%, son plus haut niveau depuis environ trois semaines. Ce matin, en Asie, ils sont encore sur des plus hauts à 4,142%. La progression des rendements américains s'explique également par des statistiques macroéconomiques toujours solides : les inscriptions hebdomadaires au chômage sont restées inférieures aux attentes. Dans le même temps, les prix à l'importation ont progressé de 0,2% en janvier tandis que les prix à l'exportation ont augmenté de 0,6%, confirmant un environnement inflationniste toujours présent. Mais le facteur déterminant de la séance reste la montée des tensions géopolitiques : les frappes et tirs de drones iraniens dans la région du Golfe ont ravivé les craintes de perturbations sur les infrastructures pétrolières et gazières. Les marchés ont notamment réagi à des rumeurs d'attaque contre un pétrolier koweïtien. En Europe, cette remontée des prix de l'énergie a immédiatement pesé sur les marchés de taux, où les obligations souveraines ont été massivement vendues. Les taux à 10 ans allemands sont passés de 2,75% à 2,845% (+ 8,8 pb), après un plus haut à 2,85%, tandis que l'OAT française à dix ans s'est tendue à 3,476% (+ 1,2 pb) et que le BTP italien a grimpé à 3,566% (+ 1,2 pb). Les *Gilts* britanniques ont également suivi le mouvement avec une progression d'environ 10,5 pb, à 4,481%. Cette correction des marchés obligataires reflète la crainte que la hausse durable du pétrole et du gaz entraîne un nouveau choc inflationniste en Europe, particulièrement vulnérable en raison de sa dépendance aux importations d'énergie. Plusieurs responsables de la BCE ont d'ailleurs souligné que la prolongation du conflit pourrait entraîner une remontée des anticipations d'inflation et compliquer l'assouplissement de la politique monétaire. Les marchés monétaires commencent ainsi à réévaluer les perspectives de taux, certains investisseurs envisageant désormais la possibilité d'une politique monétaire plus restrictive plus longtemps que prévu. Par ailleurs, des facteurs structurels pèsent également sur la dette européenne, notamment la réduction du bilan de la BCE et l'augmentation des dépenses publiques en Allemagne, qui intensifient la concurrence entre obligations souveraines et réduisent le rôle traditionnel du Bund comme valeur refuge. Dans l'ensemble, la séance s'est caractérisée par une poursuite de la correction mondiale des marchés obligataires, dominée par la hausse des prix de l'énergie, la résurgence des risques inflationnistes et la montée des tensions géopolitiques, autant de facteurs qui incitent les investisseurs à réduire leur exposition aux obligations et à réviser leurs anticipations de politique monétaire pour les grandes banques centrales.

La séance sur le marché des métaux précieux a été marquée par une forte volatilité, l'or évoluant au gré des tensions géopolitiques et des anticipations de politique monétaire. L'or a d'abord subi des pressions liées à la remontée du dollar et des rendements obligataires, alimentées par la hausse des prix de l'énergie et par la révision à la baisse des anticipations de baisse de taux de la banque centrale. L'once d'or a ainsi reculé à 5 070 \$, après avoir effacé ses gains initiaux. Toutefois, la séance a été marquée par un rebond du métal précieux à 5 140 \$, les investisseurs revenant vers les actifs refuges face à l'escalade des tensions au Moyen-Orient. Les responsables militaires américains ont affirmé

disposer de suffisamment de munitions pour poursuivre les bombardements sur une longue période, tandis que le ministre iranien des Affaires étrangères a déclaré que les forces iraniennes étaient prêtes à faire face à une éventuelle invasion terrestre américaine ou israélienne, ce qui alimente les craintes d'une escalade plus large du conflit. Sur les autres marchés, les cours des métaux précieux ont évolué dans le sillage de l'or. L'argent a progressé de 2,1%, pour atteindre 83,9 \$ l'once, tandis que le platine a gagné près de 1% autour de 2 141 \$ et que le palladium a avancé d'environ 1,2% à 1 648 \$.

Pétrole (WTI)



(Source : Marketwatch)

Pétrole

La séance sur le marché pétrolier a été marquée par une envolée spectaculaire des cours, alimentée par l'escalade du conflit au Moyen-Orient et par les craintes croissantes de perturbations majeures de l'approvisionnement mondial. Aux Etats-Unis, les prix du brut ont fortement progressé, le *West Texas Intermediate* (WTI) bondissant de plus de 8% pour atteindre 81 \$ le baril, son plus haut niveau depuis l'été 2024 et sa plus forte hausse quotidienne en près de six ans, avant de retomber à 80 \$ et se stabiliser, ce matin, sur ce niveau. Le Brent a également fortement progressé, dépassant 85 \$ le baril, avant de revenir, ce matin, à 84,7 \$. Cette flambée des prix s'explique principalement par la paralysie partielle du détroit d'Ormuz. Les tensions se sont intensifiées après que l'Iran a affirmé avoir frappé un pétrolier à l'aide d'un missile dans le Golfe persique, provoquant un incendie à bord et accentuant les inquiétudes concernant la sécurité du transport maritime dans la région. Face à la menace d'attaques et à la flambée des primes d'assurance maritime, de nombreux pétroliers sont restés à l'ancre de part et d'autre du détroit, interrompant une grande partie du trafic. Dans ce contexte, **les marchés anticipent désormais un resserrement durable de l'offre mondiale de brut, d'autant que certains producteurs du Moyen-Orient ont réduit leur production et que les infrastructures énergétiques régionales sont directement menacées par les frappes et les représailles militaires.** L'impact du conflit dépasse désormais le seul Moyen-Orient : la Chine, qui dépend à près de 45% du pétrole transitant par ce détroit, a engagé des discussions diplomatiques avec l'Iran pour garantir la sécurité des routes maritimes, tandis que Pékin a parallèlement ordonné à plusieurs grandes raffineries de suspendre les exportations de diesel et d'essence afin de préserver son approvisionnement domestique. D'autres pays asiatiques sont également affectés : des raffineurs japonais ont demandé à leur gouvernement d'envisager l'utilisation des réserves stratégiques, tandis qu'une raffinerie indienne a temporairement arrêté une unité de traitement faute d'approvisionnement. Dans ce contexte extrêmement tendu, les investisseurs se préparent de plus en plus à un conflit prolongé susceptible de perturber durablement les flux énergétiques mondiaux. Aux Etats-Unis, l'administration de Donald Trump étudie plusieurs mesures pour tenter de contenir la flambée des prix de l'énergie et limiter l'impact sur l'économie. **Parmi les options envisagées figurent une libération de pétrole à partir de la réserve stratégique américaine, l'assouplissement des règles de mélange de carburants ainsi que la mise en place de garanties d'assurance et d'escortes navales pour les pétroliers transitant par le détroit d'Ormuz. Les autorités américaines pourraient également intervenir sur les marchés via des contrats à terme pétroliers afin de stabiliser les prix, bien qu'aucune décision définitive n'ait encore été prise.** Malgré ces tentatives d'apaisement, les cours restent extrêmement sensibles aux développements géopolitiques. Les données fondamentales offrent néanmoins un léger facteur de stabilisation : les statistiques de l'*Energy Information Administration* ont montré une hausse de 3,5 millions de barils des stocks de brut américains, à 439,3 millions de barils, un niveau supérieur aux attentes qui pourrait atténuer partiellement les effets d'un choc d'offre. Malgré cela, la fermeture partielle du détroit d'Ormuz et

l'intensification des frappes entre les Etats-Unis, Israël et l'Iran maintiennent une forte prime de risque sur le marché pétrolier. Le WTI pourrait rapidement se rapprocher de la zone des 95 \$ le baril.



Ce document est un extrait du Morning Economique d'Aurel BGC/Altair Economics et peut être considéré comme un avantage non-monnaire mineur. Il ne contient aucune recommandation d'analyste mais a pour but de résumer des informations publiques. Il est également disponible gratuitement et sans limitation sur le site internet d'Aurel BGC.

Disclaimer

Ce document d'information s'adresse exclusivement à une clientèle de professionnels et d'investisseurs qualifiés. Bien que les informations exposées dans ce document proviennent de sources considérées comme dignes de foi, Aurel-BGC et ses filiales n'en garantissent ni l'exactitude, ni l'exhaustivité, ni la fiabilité. Les opinions et appréciations peuvent être modifiées ou abandonnées sans avis préalable. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Les calculs et évaluations présentés ont pour but de servir de base à nos discussions. Vous vous engagez à effectuer de façon indépendante votre propre évaluation de l'opportunité et de l'adaptation à vos besoins des opérations proposées, notamment en ce qui concerne les aspects juridiques, fiscaux et comptables. En outre, ce document ne peut être considéré comme une offre ou une sollicitation de souscription, d'achat, de vente ou de prêt de valeurs mobilières ou autres instruments financiers et n'a pas vocation à servir de base à un quelconque contrat. La responsabilité d'Aurel-BGC ne saurait être engagée, en cas d'erreur ou d'omission de la part de la Recherche crédit d'Aurel-BGC, ou en cas d'investissement inopportun de votre part. Aurel-BGC peut entretenir ou avoir entretenu des rapports avec les entreprises concernées par le présent document ou leur avoir fourni des services d'investissement. Occasionnellement, Aurel-BGC, ainsi que ses collaborateurs (autres que les auteurs de ce document) peuvent détenir des positions sur les instruments mentionnés dans le présent document. Aurel-BGC et ses filiales ou les personnes qui y sont associées peuvent avoir une position acheteuse ou vendeuse sur des valeurs mobilières ou autres instruments financiers auxquels il est fait référence ici. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Aurel-BGC dispose et gère des procédures de « barrières à l'information » pour prévenir et éviter les conflits d'intérêts eu égard aux recommandations d'investissement. Ces procédures peuvent être détaillées sur demande auprès du Responsable de la conformité des services d'investissement.

Ce document étant la propriété d'Aurel-BGC et/ou d'une de ses filiales, toute reproduction même partielle ou divulgation à des tiers est interdite sans l'autorisation préalable d'Aurel-BGC. Le présent document n'est pas destiné à une clientèle privée.

Ce document ne peut pas être diffusé en dehors de l'Union Européenne. Ce document ne peut être distribué dans cette forme à quiconque aux Etats-Unis. BGC Financial L.P., société de droit américain du groupe BGC Partners assure la distribution de la recherche d'Aurel BGC auprès des « major US institutional investors ».

Aurel BGC, filiale du groupe BGC Partners, est une entreprise d'investissement réglementée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, ainsi que par l'Autorité des Marchés Financiers. Un avertissement complet sur les activités de recherche d'Aurel BGC se trouve sur www.aurel-bgc.com

Copyright © Aurel-BGC, 2026, Tous droits réservés.